

Mercredi 17 avril 2013
Communiqué de presse

**Guillaume Bachelay, secrétaire national à la Coordination,
Estelle Grelier, secrétaire nationale à l'Europe**

**Union bancaire en Europe :
le Parti socialiste dénonce les atermoiements du gouvernement conservateur allemand**

Hasard malheureux du calendrier ou choix délibéré ? Quelques jours avant le vote par le Parlement européen de décisions fortes en matière de réforme bancaire, le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, a cru bon ce week-end d'envisager, au nom du gouvernement Merkel, que la création de l'Union bancaire soit conditionnée à la révision du traité de Lisbonne.

Alors même que la procédure de coopération renforcée prévue dans les traités actuels permet d'organiser la supervision bancaire, qu'elle est une condition indispensable à une sortie durable de la crise et que des efforts majeurs d'assainissement de la finance européenne et internationale s'imposent pour éviter de nouvelles dérives, le Parti socialiste déplore vivement la frilosité du gouvernement allemand : au motif discutable que sa proposition doterait le projet de « bases juridiques incontestables », ne cherche-t-il pas purement et simplement à l'enterrer ? Les propos du porte-parole du ministère des Finances allemand aujourd'hui n'y changent rien : ils sont aussi lénifiants qu'inquiétants.

Au moment où les députés européens ont heureusement décidé la limitation des bonus des banquiers, la droite allemande, à l'heure de passer aux travaux pratiques, semble hésiter à réguler la finance européenne.

Le Parti socialiste, conscient de cet enjeu majeur, déplore les tergiversations des conservateurs au pouvoir outre-Rhin et rappelle son total soutien à la mobilisation du Président de la République François Hollande et du gouvernement français dans la lutte contre la finance folle en Europe et pour le soutien à l'économie réelle et à l'emploi. Là est l'intérêt général européen.